

Cent soixante-quatorzième session

174 EX/INF.3

PARIS, le 17 mars 2006

Anglais et français seulement

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET BUDGET (32 C/5)
ET SUR LES RÉSULTATS OBTENUS AU COURS DE L'EXERCICE
BIENNAL PRÉCÉDENT 2004-2005 (PROJET DE 34 C/3)**

**RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL SUR LES RÉSULTATS
DU FORUM INTERNATIONAL SUR LES INTERFACES
ENTRE POLITIQUES ET SCIENCES SOCIALES**

RÉSUMÉ

Le présent rapport a pour objet d'informer les membres du Conseil exécutif de l'UNESCO des résultats du Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales (20-24 février 2006).

1. Sous l'égide du programme « Gestion des transformations sociales » (MOST) de l'UNESCO, le Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales (IFSP) s'est efforcé de faire œuvre novatrice en reliant les politiques à la recherche en sciences sociales, par la création d'un espace d'innovation pour un nouveau type de dialogue réunissant les politiques et les sciences sociales dans la recherche d'un langage commun et de modalités d'intervention partagées. Organisé en collaboration avec les Gouvernements argentin et uruguayen et les municipalités et universités de Buenos Aires, Córdoba, Montevideo et Rosario, et avec le soutien d'un large éventail de partenaires universitaires, décideurs et ONG, l'IFSP était censé se pencher sur les transformations contemporaines et les défis qui en découlent pour les politiques et les sciences sociales, à tous les niveaux auxquels ils se posent : local, national, régional et mondial.
2. Le Forum a été précédé par 18 mois de consultations et de travaux préparatoires. Un comité de pilotage international a été constitué, composé de 20 représentants couvrant de manière équilibrée les interfaces entre les pouvoirs publics (cinq ministres du développement social), les grands établissements et réseaux internationaux, régionaux et nationaux de recherche en sciences sociales, les organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et d'autres organisations intergouvernementales. Ce comité de pilotage s'est réuni à trois reprises à Paris, en 2005, ainsi que deux fois à Buenos Aires, avant et pendant la manifestation elle-même.

3. En inscrivant son programme de travail dans toute une série de modes d'organisation différents, le Forum a clairement fait ressortir la nécessité de repenser les espaces dans lesquels se déploie l'interaction entre politiques et sciences sociales. Parallèlement aux séances plénières, les 20 et 24 février 2006, qui ont donné le ton au Forum puis en ont tiré les conclusions, cinq tables rondes de haut niveau et deux réunions de consultation ont été organisées, de même que 99 ateliers faisant suite à un appel à contributions lancé au début de 2005. Organisés à Buenos Aires, Córdoba, Rosario et Montevideo, ces ateliers étaient regroupés en cinq thèmes correspondant aux grands enjeux actuels concernant les interfaces entre politiques et sciences sociales : « Problèmes et dynamiques mondiaux », « Politiques sociales », « Population et migrations », « Intégration régionale » et « Politiques urbaines et décentralisation ». Une cyberconsultation mondiale a permis d'assurer une vaste participation aux travaux du Forum et une diffusion efficace de ses résultats. Au total, 2.000 participants de plus de 80 pays étaient présents aux manifestations du Forum, parmi lesquels 13 ministres du développement social, de l'éducation et de la santé venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que cinq secrétaires généraux d'organisations régionales, de nombreux responsables d'autorités locales et nationales, des chercheurs et des représentants d'organismes des Nations Unies, d'autres organisations internationales et régionales, de la société civile et des organisations non gouvernementales.

4. Le consensus général qui s'est dégagé du Forum était que les politiques adoptées actuellement pour gérer les transformations sociales souffrent de deux formes de fragmentation qui sont liées : la première entre la production et l'utilisation des connaissances en sciences sociales ; et la seconde entre les secteurs et les niveaux des politiques, qui ont souvent tendance à se contredire ou à se contrecarrer. Pour s'attaquer à ces deux formes de fragmentation, un renforcement du lien entre la production de connaissances et les politiques s'impose, et suppose un soutien - dans bien des cas un soutien accru - à la recherche universitaire, à la création de nouveaux lieux où les décideurs et les universitaires peuvent s'accorder sur des agendas et des bases de connaissances communs et, par-dessus tout, une prise en compte du fait que la connaissance sociale n'est pas l'apanage des spécialistes. Au cœur même des interfaces nécessaires entre politiques et sciences sociales, il faut une dynamique participative.

5. À l'intérieur de ce vaste consensus, des désaccords fructueux sont apparus sur plusieurs points, qui reflètent tout à la fois la nécessité de donner la suite appropriée au Forum et le caractère éminemment politique de bon nombre de débats sur les politiques dans ce domaine. Parmi les débats les plus importants qui traversaient tout le Forum, il y a lieu de signaler le désaccord sur le regain de pertinence de l'État en tant que décideur dans un contexte de mondialisation et sur les risques touchant l'indépendance et la capacité critique des sciences sociales lorsque ces dernières sont étroitement associées au processus d'élaboration des politiques.

6. Au cours de sa séance plénière de clôture, le Forum a officiellement adopté la « Déclaration de Buenos Aires en faveur d'une nouvelle approche des interfaces entre politiques et sciences sociales », dont on trouvera le texte ci-joint. Cette déclaration traduit, entre autres sujets, le thème, récurrent tout au long du Forum, de la nécessité de renforcer le programme MOST en tant que mécanisme central propre à combler le fossé entre politiques et sciences sociales. Le programme MOST assurera en particulier le suivi de l'appel lancé à Buenos Aires en concevant des outils propres à mettre les travaux de recherche à la portée des décideurs, en renforçant ses réseaux thématiques recherche-décision et en établissant des interfaces entre ces réseaux et les forums existants ou en gestation de ministres du développement social.

7. Dans l'esprit de la Déclaration de Buenos Aires, le Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales devrait être non pas un simple événement mais le début d'un processus qui sera ensuite pris en charge par les réseaux et activités - y compris les publications et manifestations complémentaires - auquel il donnera naissance, le but étant au final de remodeler le lien entre la recherche en sciences sociales et les politiques sociales.

**Déclaration de Buenos Aires
en faveur d'une nouvelle approche des interfaces
entre politiques et sciences sociales**

Nous, participants au Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales, qui a rassemblé pour la première fois des spécialistes des sciences sociales et des décideurs venus de plus de 80 pays de toutes les régions du monde, ainsi que des représentants d'organismes des Nations Unies, d'universités, de gouvernements et de tout l'éventail des interventions scientifiques et politiques, réunis lors de la séance plénière de clôture, à Buenos Aires, le 24 février 2006, après quatre jours de débats organisés dans les villes de Buenos Aires, Rosario, Córdoba et Montevideo.

Nous inspirant de la Déclaration de Copenhague sur le développement social, adoptée en 1995, ainsi que de la Déclaration du Millénaire adoptée par l'Organisation des Nations Unies, du Document final du Sommet mondial de 2005, et des rapports de référence sur le développement humain, le développement mondial et les inégalités établis par les organismes des Nations Unies et par la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation.

Prenant note de ce qu'exigent de la recherche en sciences sociales aussi bien les objectifs de développement social définis par la communauté internationale que l'impulsion donnée par les documents et initiatives précités.

Prenant en considération la Déclaration de Budapest sur la science et l'utilisation du savoir scientifique, qui souligne la nécessité de renforcer le dialogue entre science et société, ainsi que les Déclarations de Lisbonne et de Vienne sur les sciences sociales, qui soulignent la contribution indispensable des sciences sociales aux objectifs de développement social définis par la communauté internationale.

Considérant les multiples rapports des Nations Unies qui ont mis en évidence la forte croissance des inégalités au sein de chacun des pays et entre eux, et *très préoccupés* de ce que la portée universelle des droits humains, de la dignité humaine, de la justice soit, dans bien des cas, érodée sous la pression des transformations sociales et économiques contemporaines.

Partant du principe que les Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs de développement convenus au niveau international, expressions ambitieuses d'une éthique rénovée, constituent aussi le socle minimal compatible avec les valeurs proclamées de la communauté internationale, et *affirmant* que l'absence d'avancées sérieuses vers la réalisation de ces objectifs aurait des coûts énormes en vies humaines comme en matière de qualité de la vie et de développement social.

Convaincus que, pour relever les défis des Objectifs du Millénaire pour le développement, on ne saurait se passer de vision morale et de volonté politique, et que pour y parvenir, il est nécessaire de disposer de savoirs nouveaux déployés de manière innovante tout en utilisant mieux les savoirs qui existent et que, à cet égard, les sciences sociales ont une contribution essentielle à apporter à la formulation des politiques de développement.

Constatant que le bien-être humain, le développement social et économique, la réalisation de la cohésion sociale et la consolidation de la gouvernance démocratique exigent des réponses à la faim et à la pauvreté, au défaut d'éducation, à la mauvaise santé et à la dégradation de l'environnement, qui sont les cinq domaines auxquels se rapportent les huit Objectifs du Millénaire pour le développement. Aucun de ces domaines ne relève exclusivement des sciences sociales, mais sans celles-ci, aucun n'est pleinement intelligible ou accessible à l'action.

Affirmant ainsi notre conviction qu'un meilleur usage de sciences sociales rigoureuses peut conduire à des politiques plus efficaces et que, pour ce faire, il faut renforcer les liens entre sciences sociales et politiques en faveur du développement social et économique. Car les connaissances que cherchent les sciences sociales sont précisément celles dont l'action publique a besoin. Le monde a besoin de nouvelles formes d'interaction entre sciences sociales et action publique - et d'espaces innovants qui les rendent possibles.

Nous félicitant de l'initiative par laquelle l'UNESCO, le Gouvernement argentin et le Gouvernement uruguayen ont impulsé le processus qui a conduit au Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales, c'est au vu de ces préoccupations urgentes que nous formulons les recommandations suivantes et les portons à l'attention de la communauté internationale :

1. Nous encourageons fortement l'UNESCO à renforcer cette initiative et à favoriser des initiatives similaires aux niveaux international et régional, à l'invitation de ses États membres et en coopération avec les autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies.
2. Nous appelons l'UNESCO, dans le cadre du programme « Gestion des transformations sociales » (MOST) et en étroite coopération avec les autres organisations, instituts, fonds et programmes du système des Nations Unies, à étudier les moyens de renforcer les synergies et les complémentarités entre les différents programmes de recherche finalisée en sciences sociales qui existent actuellement dans l'ensemble du système des Nations Unies, d'une part, et dans les organisations internationales de sciences sociales et les sociétés civiles, d'autre part.
3. Dans le respect de l'autonomie de la recherche en sciences sociales, nous encourageons la création de nouveaux réseaux qui rassemblent décideurs, chercheurs, organisations non gouvernementales et associations de terrain autour de leur souci commun des exigences urgentes du développement social et économique.
4. Nous rappelons l'existence de forums des ministres du développement social aux niveaux régional et sous-régional dans les pays en développement et suggérons que soient créées et consolidées des interfaces permanentes entre ces forums et les réseaux susmentionnés.
5. Nous suggérons donc que se tienne régulièrement le Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales, également appelé Processus de Buenos Aires, afin de formaliser et de promouvoir l'articulation au niveau international entre les deux genres de réseau.
6. Nous appelons les organisations régionales, dont le MERCOSUR, en association avec les chercheurs en sciences sociales et avec les sociétés civiles, à donner davantage d'ampleur aux dimensions sociales de l'intégration régionale, et appelons les Nations Unies à favoriser le dialogue interrégional sur les politiques sociales régionales.
7. Nous appelons les programmes de financement existants, notamment les organismes d'aide au développement et les banques de développement régionales et multilatérales, à participer à ces nouveaux espaces de dialogue.

8. Nous appelons également les organismes de financement nationaux, régionaux et des Nations Unies à mettre un accent particulier dans leur programmation sur le développement et sur le renforcement des capacités de recherche en sciences sociales dans les pays en développement, en portant à l'Afrique une attention particulière, et à financer des recherches en sciences sociales pertinentes pour l'action publique.
9. Nous appelons en outre les gouvernements à soutenir la recherche en sciences sociales et à s'appuyer sur les données issues de cette recherche pour la formulation de leurs politiques sociales et économiques.
10. Nous soulignons que la mise en œuvre de ces recommandations exige non seulement des mécanismes pertinents de financement mais aussi des structures institutionnelles appropriées, qui soutiennent à la fois les capacités de recherche et la diffusion des résultats des sciences sociales. Nous invitons à œuvrer dans ce sens toutes les communautés universitaires, les sociétés civiles, les organisations non gouvernementales, les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organismes de financement et tous les autres acteurs concernés.
11. Nous appelons tous les organismes nationaux et des Nations Unies participant au Forum à assurer la diffusion de la présente déclaration et des travaux du Forum auprès de toutes les parties susceptibles de contribuer à la mise en œuvre des présentes recommandations.

Nous tenons enfin à remercier de leur contribution majeure au succès du Forum et de leur chaleureuse hospitalité les Gouvernements argentin et uruguayen, ainsi que les villes et les universités de Buenos Aires, de Montevideo, de Rosario et de Córdoba. Nous exprimons notre gratitude aux différentes organisations qui ont contribué à cet effort, en particulier à l'UNRISD, au Département des affaires économiques sociales de l'ONU, à l'OIT, à la Banque mondiale, à l'UNU-CRIS, au Conseil international des sciences sociales et aux réseaux régionaux de sciences sociales.